

---

Quatrième session, trentième Législature

---

---

Fourth Session, Thirtieth Legislature

---

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

## **Projet de loi n° 6**

## **Bill No. 6**

Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts

An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act

---

Première lecture

---

---

First reading

---

M. SAINT-PIERRE

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC  
CHARLES-HENRI DUBÉ  
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

## Projet de loi n° 6

Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### SECTION I

#### INTERPRÉTATION

**1.** Dans la présente loi et dans les règlements, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

*a)* « société »: une société de développement de l'entreprise québécoise constituée conformément à la présente loi;

*b)* « dirigeant »: le président du conseil d'administration, le président, le vice-président, le secrétaire, le trésorier, l'administrateur délégué et le directeur général;

*c)* « ministre »: le ministre de l'industrie et du commerce;

*d)* « règlement »: un règlement adopté en vertu de la présente loi par le lieutenant-gouverneur en conseil.

### SECTION II

#### APPLICATION DE LA LOI DES COMPAGNIES

**2.** Sauf dispositions contraires de la présente loi, la première partie de la Loi des compagnies (Statuts refondus, 1964, chapitre 271) s'applique aux sociétés.

## Bill No. 6

An Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

### DIVISION I

#### INTERPRETATION

**1.** In this act and in the regulations, unless the context indicates a different meaning,

*(a)* "corporation" means a corporation for the development of Québec business firms constituted in accordance with this act;

*(b)* "officer" means the chairman of the board of directors, the president, the vice-president, the secretary, the treasurer, the managing director and the general manager;

*(c)* "Minister" means the Minister of Industry and Commerce;

*(d)* "regulation" means a regulation made under this act by the Lieutenant-Governor in Council.

### DIVISION II

#### APPLICATION OF THE COMPANIES ACT

**2.** Unless otherwise provided in this act, Part I of the Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 271) applies to the corporations.

#### NOTES EXPLICATIVES

Ce projet a pour objet de permettre la formation de sociétés de développement de l'entreprise québécoise (SODEQ) dont les objets devront être l'investissement de capitaux dans les petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier et l'aide à la gestion de pareilles entreprises.

Pourvu que le capital engagé dans chaque société soit d'au moins \$1,000,000 et que les autres conditions exigées par la loi et les règlements soient respectées, les investisseurs bénéficieront d'une déduction fiscale égale à 25% de l'investissement réalisé, jusqu'à concurrence de \$25 par action.

La déduction fiscale ne sera accordée que si la société est enregistrée auprès du ministre de l'industrie et du commerce, qui verra à ce qu'elle poursuive les objectifs de la loi. Le retrait de l'enregistrement entraînera remboursement au ministre du revenu, par la société, des sommes déduites au titre fiscal.

#### EXPLANATORY NOTES

The purpose of this bill is to permit the establishment of corporations for the development of Québec business firms (SODEQ) whose objects will be the investment of capital in small and medium sized manufacturing firms and management assistance for undertakings of that category.

Providing that the capital invested in any such corporation is not less than \$1,000,000 and that the other requirements prescribed by the act and the regulations are fulfilled, investors will be allowed a tax deduction equivalent to 25% of their effective investment up to \$25 per share.

The said tax deduction will be granted only if the corporation is registered with the Minister of Industry and Commerce, who will see that the objects of the corporation coincide with those of the act. Cancellation of the registration will entail reimbursement to the Minister of Revenue by the corporation of the amount corresponding to the amount of the tax deduction.

## SECTION III

## CONSTITUTION EN CORPORATION

**3.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières peut, sous ses seing et sceau, délivrer avec l'accord du ministre des lettres patentes à cinq personnes au moins qui demandent la constitution d'une société.

**4.** Ces lettres patentes constituent en corporation les personnes qui ont signé la requête et le mémoire des conventions, les autres personnes qui ont signé le mémoire des conventions et celles qui deviennent subséquemment actionnaires de la société.

**5.** Sauf dispositions contraires de la présente loi, les lettres patentes s'obtiennent suivant les formalités et règles prévues à la première partie de la Loi des compagnies, laquelle s'applique *mutatis mutandis*.

**6.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières doit s'assurer, avant de délivrer les lettres patentes, que les signataires du mémoire des conventions se sont engagés à souscrire un montant d'au moins \$1,000,000 au capital-actions de la société et que, sous réserve de ce qui suit, ils ont effectivement versé cette somme en fiducie pour le compte de la corporation projetée.

**7.** Toute souscription au capital-actions d'une société faite avant qu'un certificat d'enregistrement ne lui ait été délivré par le ministre conformément à la section VII doit l'être sous réserve qu'aucune somme d'argent versée à cette fin ne doit servir à payer des frais de commission, d'organisation ou de constitution au-delà d'un pourcentage donné, lequel ne doit pas excéder quinze pour cent du montant versé.

Les sommes ainsi versées, moins les frais susdits, doivent être déposées dans une banque ou dans une compagnie de fiducie au Québec ou une caisse d'épargne et de crédit étant une institution inscrite au sens de la Loi de l'assurance-dépôts (1966/

## DIVISION III

## INCORPORATION

**3.** The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions may, with the consent of the Minister, grant letters patent under his hand and seal to at least five persons who apply for incorporation.

**4.** Such letters patent incorporate the persons who have signed the application and the memorandum of agreement, the other subscribers to such memorandum and those who subsequently become shareholders of the corporation.

**5.** Unless otherwise provided in this act, the letters patent are obtained in accordance with the formalities and rules provided in Part I of the Companies Act, which applies *mutatis mutandis*.

**6.** The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions shall ascertain, before issuing the letters patent, that the subscribers to the memorandum of agreement have undertaken to subscribe an amount of at least \$1,000,000 to the capital stock of the corporation and, subject to the provisions that follow, that they have actually paid that sum in trust for the account of the proposed corporation.

**7.** Every subscription to the capital stock of a corporation before it is issued a registration certificate by the Minister in accordance with Division VII, shall be made with the reservation that no sum of money paid for such purpose shall serve to pay any commission or any costs of organization or incorporation beyond a given percentage, which shall not exceed fifteen per cent of the amount paid.

The sums so paid, less the above mentioned costs, must be deposited in a bank or a trust company in Québec, or in a savings and credit union that is a registered institution under the Québec Deposit Insurance Act (1966/1967, chapter 73), until

1967, chapitre 73), tant que le ministre n'a pas délivré le certificat d'enregistrement.

**8.** Toute souscription faite avant qu'un certificat d'enregistrement n'ait été délivré à une société doit l'être sous réserve qu'en cas de refus du certificat, les montants versés par les souscripteurs autres que les requérants doivent leur être remis intégralement.

**9.** Sauf autorisation du ministre, personne n'a le droit de solliciter ou d'accepter une souscription au capital-actions d'une société ou des versements y afférents tant que cette société n'a pas obtenu son certificat d'enregistrement.

Toute personne sollicitant des souscriptions au capital-actions d'une société en formation doit posséder un certificat délivré par au moins deux des requérants, attestant qu'elle y est autorisée; une copie certifiée de ce certificat doit être adressée au ministre.

Le présent article n'a pas pour effet de soustraire la sollicitation de souscriptions au capital-actions aux dispositions pertinentes de la Loi des valeurs mobilières (Statuts refondus, 1964, chapitre 274).

**10.** Si le ministre constate qu'une personne a enfreint l'un des articles 7 à 9, il peut, après lui avoir donné l'occasion de se justifier, suspendre son droit d'accepter des souscriptions au capital de la société en formation, ou des versements y afférents.

**11.** Le nom de toute société doit inclure le sigle « SODEQ » ou les mots « Société de développement de l'entreprise québécoise ».

Nulle autre société ou corporation ne peut inclure dans son nom ou utiliser ledit sigle ou lesdits mots.

**12.** La société doit avoir pour seuls objets l'investissement de capitaux dans les petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier et l'aide à la gestion de cette catégorie d'entreprises. Ces objets doivent être énoncés dans la requête.

Les critères servant à identifier les entreprises faisant partie de la catégorie des

the Minister issues the registration certificate.

**8.** Every subscription before a registration certificate is issued to the corporation is made with the reservation that if the certificate is refused, the amounts paid by the subscribers other than the applicants shall be refunded to them in full.

**9.** Except where authorized by the Minister, no person is entitled to solicit or accept any subscription to the capital stock of a corporation, or payments pertaining thereto until such corporation has obtained its registration certificate.

Every person who solicits subscriptions to the capital stock of a corporation in formation must hold a certificate issued by at least two of the applicants attesting that he is authorized thereto; a certified copy of such certificate must be forwarded to the Minister.

This section does not have the effect of exempting the soliciting of subscriptions to the capital stock from the relevant provisions of the Securities Act (Revised Statutes, 1964, chapter 274).

**10.** Where the Minister finds that a person has contravened any of sections 7 to 9, he may, after giving him an opportunity to be heard, suspend such person's right to accept subscriptions to the capital stock of the corporation in formation, or payments pertaining thereto.

**11.** A corporation must include the sigla "SODEQ" or the words "Corporation for the development of Québec business firms" in its name.

No other corporation or company may include or use the said sigla or words in its name.

**12.** The objects of a corporation shall be exclusively the investment of capital in small and medium sized manufacturing firms and management assistance for undertakings of that category. Such objects must be set forth in the application.

The criteria for determining whether a firm is a small or medium sized manufac-

petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier sont déterminés par règlement.

**13.** Les lettres patentes ou lettres patentes supplémentaires ne peuvent contenir aucune disposition limitant le nombre des actionnaires.

**14.** Sous réserve de la Loi des compagnies, aucun règlement de la société changeant son nom, son siège social ou le nombre de ses administrateurs n'entre en vigueur s'il n'a reçu l'approbation du ministre.

#### SECTION IV

##### CAPITAL-ACTIONS

**15.** Le capital-actions autorisé ne peut être constitué que d'actions ordinaires sans valeur nominale; toutes doivent comporter les mêmes droits pour chacun des détenteurs.

**16.** Les actions doivent être payées en espèces et seules celles qui le sont entièrement peuvent être émises.

**17.** Les lettres patentes doivent mentionner le prix total maximum pour lequel les actions peuvent être émises.

**18.** Les administrateurs peuvent, par résolution, augmenter le prix total maximum pour lequel les actions peuvent être émises; cette résolution n'entre en vigueur que sur approbation du ministre et paiement des droits exigibles au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières.

**19.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, établir les critères déterminant le nombre de sociétés pouvant être constituées dans les régions qu'il détermine ainsi que le prix total maximum pour lequel les sociétés peuvent, dans ces régions, émettre leurs actions.

#### SECTION V

##### CERTIFICATS D'ACTIONS

**20.** Tout certificat d'actions doit signaler que si un certain nombre des actions

turing firm are prescribed by regulation.

**13.** Letters patent or supplementary letters patent shall not contain any provision limiting the number of shareholders.

**14.** Subject to the Companies Act, no by-law of the corporation changing the name, head office or number of directors of the corporation shall come into force unless approved by the Minister.

#### DIVISION IV

##### CAPITAL STOCK

**15.** The authorized capital stock shall consist only of common shares without par value; all shares must entail the same rights for each holder.

**16.** Shares must be paid in cash and only fully paid shares shall be issued.

**17.** The letters patent must indicate the maximum total price for which shares may be issued.

**18.** The directors may, by resolution, increase the maximum total price for which the shares may be issued; such resolution shall come into force only on approval by the Minister and payment of the exigible duties to the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions.

**19.** The Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, prescribe criteria for determining how many corporations may be established in such regions as he may determine and the maximum total price for which corporations may issue their shares in such regions.

#### DIVISION V

##### SHARE CERTIFICATES

**20.** Every share certificate must mention that if a certain number of the issued

émises sont annulées ou remboursées en tout ou en partie par lettres patentes supplémentaires ou si le certificat d'enregistrement est révoqué ou devient nul, la société est tenue de verser immédiatement au ministre du revenu une somme correspondant en tout ou en partie au crédit d'impôt octroyé aux actionnaires de la société conformément à l'article 874*a* de la Loi sur les impôts.

**21.** L'émission de certificats d'actions au porteur est interdite.

## SECTION VI

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

**22.** Le conseil d'administration est formé d'au moins cinq membres.

**23.** Un membre du conseil d'administration peut être destitué par résolution adoptée par le vote d'au moins les deux tiers des actions représentées par les personnes présentes à une assemblée générale et spéciale des actionnaires convoquée à cette fin.

## SECTION VII

### ENREGISTREMENT

**24.** Aucune société n'est autorisée à commencer ses opérations si elle n'est enregistrée auprès du ministre conformément à la présente loi.

**25.** Le ministre peut délivrer un certificat d'enregistrement à la société si, à son avis, elle s'est conformée aux dispositions de la loi et des règlements. À cette fin, le ministre peut exiger la production de tout document qu'il juge de nature à l'éclairer sur l'opportunité de délivrer un certificat.

**26.** Il est tenu, chez le ministre, un registre appelé « registre des SODEQ » dans lequel doivent être inscrites les sociétés qui ont obtenu un certificat d'enregistrement.

Doivent figurer dans ce registre:

*a)* le nom de chacune des sociétés;

shares are cancelled or fully or partly repaid by supplementary letters patent or its registration certificate is revoked or cancelled, the corporation is bound to pay immediately to the Minister of Revenue a sum corresponding to the whole or part of the tax credit granted the shareholders of the corporation in accordance with section 874*a* of the Taxation Act.

**21.** The issue of bearer share certificates is prohibited.

## DIVISION VI

### BOARD OF DIRECTORS

**22.** A board of directors shall be composed of not less than five members.

**23.** A director may be dismissed by a resolution passed by a two-thirds majority of the shares represented by the persons attending a special general meeting of the shareholders called for that purpose.

## DIVISION VII

### REGISTRATION

**24.** No corporation may commence operations unless it is registered with the Minister in accordance with this act.

**25.** The Minister may issue a registration certificate to the corporation if, in his opinion, it has complied with the law and the regulations. For such purpose, the Minister may require the filing of any document if he believes it might enlighten him on the advisability of issuing a certificate.

**26.** A register called the "SODEQ register" shall be kept in the Minister's office for the registry of all corporations obtaining a registration certificate.

The entry for each corporation shall indicate:

*(a)* the name;

- b) la date de son enregistrement;
- c) l'endroit où est situé son siège social;
- d) les autres détails que le ministre juge utiles.

**27.** Le certificat d'enregistrement doit revêtir la forme que le ministre détermine et être délivré sous sa signature à la société enregistrée.

Le certificat doit notamment faire état:

- a) du nom de la société;
- b) de la date de son enregistrement.

**28.** Le ministre peut révoquer le certificat de la société s'il lui est démontré:

- a) qu'elle a obtenu le certificat frauduleusement ou en fournissant des renseignements ou documents faux;
- b) qu'elle est constituée dans un but illégal ou est insolvable;
- c) qu'elle néglige de remplir ses obligations ou de se conformer aux lois et règlements qui lui sont applicables;
- d) qu'elle ne répond plus aux objectifs généraux que doivent poursuivre les sociétés ou aux exigences requises pour l'obtention d'un certificat d'enregistrement; ou
- e) qu'elle ne s'est pas conformée dans un délai de trente jours à une demande du ministre de corriger une irrégularité.

La révocation du certificat d'enregistrement de la société doit être portée à sa connaissance par courrier recommandé ou certifié transmis à son siège social.

**29.** Dès que son certificat d'enregistrement est révoqué la société doit cesser ses opérations jusqu'à ce que des lettres patentes supplémentaires lui soient délivrées en vertu de l'article 43 ou de l'article 44.

**30.** Le certificat d'enregistrement de la société devient nul de plein droit dès que:

- a) elle est dissoute;
- b) elle adopte une résolution décrétant sa propre mise en liquidation ou distribue de quelque façon ses actifs en faveur de ses actionnaires;
- c) une ordonnance de liquidation est rendue contre elle par un tribunal compétent;

- (b) the date of registration;
- (c) the location of the head office;
- (d) any other details the Minister deems useful.

**27.** The registration certificate must be in the form determined by the Minister and must be issued over his signature to the registered corporation.

The certificate shall indicate in particular:

- (a) the name of the corporation;
- (b) the date of registration.

**28.** The Minister may cancel the certificate of the corporation if he is satisfied that:

- (a) it obtained the certificate fraudulently or by furnishing false information or documents;
- (b) it was incorporated for an unlawful object, or it is insolvent;
- (c) it is neglectful of its obligations or fails to comply with the acts and regulations applicable to it;
- (d) it no longer meets the objects corporations must pursue generally or the requirements for obtaining a registration certificate; or
- (e) it did not comply within thirty days with a request of the Minister to rectify an irregularity.

The corporation shall be advised of the cancellation of its registration certificate by registered or certified mail addressed to its head office.

**29.** Upon its registration certificate's being cancelled, the corporation shall cease operations until supplementary letters patent are issued to it pursuant to section 43 or section 44.

**30.** The registration certificate of the corporation becomes null *pleno jure* upon:

- (a) its dissolution;
- (b) the passing of a resolution ordering its own winding-up or the distribution of its assets to its shareholders in any manner;
- (c) the rendering of an order of liquidation against it by a competent court;



d) elle a obtenu des lettres patentes supplémentaires en vertu de l'article 43.

Outre les dispositions de la Loi de la liquidation des compagnies, toute société ayant décidé de procéder à sa liquidation doit en donner avis au ministre et lui faire parvenir copie certifiée de la résolution adoptée à cette fin par l'assemblée générale de ses actionnaires.

**31.** Le ministre doit aviser le ministre du revenu dès qu'il délivre ou révoque le certificat d'enregistrement d'une société.

**32.** Avis de la délivrance et de la révocation du certificat d'enregistrement doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

## SECTION VIII

### INVESTISSEMENTS

**33.** La société ne peut investir dans une petite ou moyenne entreprise que si celle-ci répond aux critères suivants au moment où est effectué l'investissement :

a) elle doit oeuvrer dans le secteur manufacturier et exercer principalement ses activités de production au Québec;

b) si elle est possédée par un propriétaire unique, ce dernier doit résider au Québec;

c) si elle est possédée par une société civile ou commerciale, les sociétaires détenant la plus grande partie des intérêts dans l'entreprise doivent résider au Québec;

d) si elle est une compagnie, les actions de cette dernière comportant des droits de vote doivent être détenus en majorité par des personnes résidant au Québec;

e) si elle est une association coopérative ou un syndicat coopératif, la majorité des membres doivent résider au Québec;

f) elle doit se conformer aux critères adoptés par règlement pour identifier les entreprises faisant partie de la catégorie des petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier.

**34.** Les investissements dans les petites et moyennes entreprises sont en outre soumis aux restrictions suivantes :

(d) the obtaining of supplementary letters patent pursuant to section 43.

In addition to the stipulations of the Winding-Up Act, every corporation having decided to wind-up must give notice thereof to the Minister and send him a certified copy of the resolution passed for that purpose by the general meeting of its shareholders.

**31.** The Minister shall inform the Minister of Revenue on issuing or cancelling the registration certificate of any corporation.

**32.** Notice of the issue or cancellation of a registration certificate must be published in the *Gazette officielle du Québec*.

## DIVISION VIII

### INVESTMENTS

**33.** The corporation shall not invest in a small or medium sized firm unless it conforms to the following standards at the time the investment is made:

(a) it must be a manufacturing firm whose production is mainly carried on in Québec;

(b) if it is owned by a single owner, he must reside in the province of Québec;

(c) if it is owned by a civil or commercial partnership, the partners holding the major interest in the firm must reside in Québec;

(d) if it is a company, the majority of its voting shares must be held by persons residing in Québec;

(e) if it is a cooperative association or cooperative syndicate, the majority of its members must reside in Québec;

(f) it must conform to the criteria prescribed by regulation for determining whether a firm is a small or medium sized manufacturing firm.

**34.** Any investment in a small or medium sized firm is also subject to the following restrictions:

*a)* sous réserve du droit de la société de requérir la cession en sa faveur des sommes assurées en vertu de police d'assurance-vie, les biens de la petite ou moyenne entreprise ou ceux de ses propriétaires ou actionnaires ne peuvent être grevés d'aucune charge ou hypothèque garantissant à la société le remboursement de sa créance;

*b)* dans le cas d'une petite ou moyenne entreprise non constituée en corporation, une société ne peut investir que sous forme de prêts.

**35.** L'actif de la société doit être constitué d'investissements à des fins manufacturières dans la petite ou moyenne entreprise dans les proportions déterminées par règlement. Ces investissements doivent être effectués sous forme d'acquisition d'actions par voie de souscription ou sous forme de prêts d'une durée minimum de cinq années, sous réserve du droit de l'emprunteur de rembourser sa dette par anticipation.

**36.** Sous réserve de son obligation de satisfaire aux normes d'investissement dans la petite ou moyenne entreprise tel que prévu aux articles qui précèdent, la société peut affecter le solde de son actif à tous genres de placements, à l'exclusion cependant de toute mise de fonds dans une autre société.

**37.** Il est interdit à une société d'effectuer un placement:

*a)* auprès d'un administrateur, dirigeant ou employé de la société, ou auprès de leur conjoint ou de l'un de leurs enfants;

*b)* auprès d'un particulier, de son conjoint ou de l'un de ses enfants, lorsque le particulier ou un groupe comprenant le particulier, son conjoint ou un ou plusieurs de ses enfants est un actionnaire important de la société;

*c)* dans une corporation qui est un actionnaire important de la société, sauf si cette corporation est une banque, une caisse d'épargne et de crédit ou une compagnie de fiducie;

*d)* dans une corporation dans laquelle un intérêt important est détenu par:

i. un particulier visé au paragraphe *a*;

*(a)* subject to a corporation's right to require assignment to it of the sums insured under a life insurance policy, no property of the small or medium sized firm or of its owners or shareholders shall be encumbered by any charge or hypothec to guarantee repayment of the debt to the corporation;

*(b)* a corporation shall not invest in an unincorporated small or medium sized firm except by way of a loan.

**35.** The assets of the corporation shall consist of investments for manufacturing purposes in small or medium sized firms in such proportions as may be determined by regulation. Such investments shall be in the form of an acquisition of shares by way of subscription or in the form of loans for a minimum term of five years, with a reservation allowing the borrower to repay the debt in advance.

**36.** Subject to its obligation to conform to the standards on investment in small or medium sized firms as provided in the preceding sections, the corporation may invest the balance of its assets in any manner, except, however, in another corporation.

**37.** A corporation is forbidden to make an investment:

*(a)* with a director, officer or employee of the corporation or with his spouse or one of his children;

*(b)* with an individual, his spouse or one of his children if that individual or a group including him, his spouse, or at least one of his children, is a major shareholder of the corporation;

*(c)* in an incorporated company which is a major shareholder of the corporation, unless that company is a bank, a savings and credit union or a trust company;

*(d)* in an incorporated company in which a major shareholder is:

i. an individual referred to in paragraph *a*;

- ii. un particulier qui est un actionnaire important de la société;
- iii. une corporation qui est un actionnaire important de la société; ou
- iv. un groupe formé de particuliers dont au moins un est visé au paragraphe *a*.

**38.** Pour l'application de l'article 37:

- a*) une personne ou un groupe de personnes est tenu pour être un actionnaire important d'une société ou d'une corporation dès qu'il contrôle, directement ou indirectement, plus de dix pour cent des actions comportant le droit de vote dans la société ou corporation, sans tenir compte des actions acquises par quiconque à titre de souscripteur à forfait au cours de la distribution d'actions au public;
- b*) une personne ou un groupe de personnes est tenu pour avoir un intérêt important dans une corporation dès qu'il détient, directement ou indirectement, plus de dix pour cent du capital-actions de la corporation;
- c*) le mot « placement » s'entend de tout investissement au sens de l'article 35, de tout placement dans une corporation sous forme d'actions, d'obligations ou autres titres de créance de celle-ci ainsi que de tout prêt;
- d*) les mots « action comportant le droit de vote » s'entendent d'une action à l'égard de laquelle le droit de voter peut être exercé, soit que ce droit soit absolu, soit qu'il soit rattaché à l'existence d'une condition déjà remplie.

**39.** Tout placement fait en contravention de l'article 37 est nul; les administrateurs et dirigeants de la société qui l'ont effectué ou qui y ont consenti sont solidairement responsables envers la société de toute perte en découlant.

## SECTION IX

### RAPPORTS

**40.** Toute société doit, aux époques fixées par les règlements, produire auprès du ministre un rapport détaillé dans lequel doivent figurer la description de ses investissements, les noms et adresses de ses actionnaires, le nombre d'actions qu'ils détiennent dans la société et le prix payé

- ii. an individual who is a major shareholder of the corporation;
- iii. an incorporated company that is a major shareholder of the corporation; or
- iv. a group of individuals which includes an individual referred to in paragraph *a*.

**38.** For the application of section 37:

- (a)* a person or group of persons is deemed a major shareholder of a corporation or company if he or it controls, directly or indirectly, more than ten per cent of the voting shares in that corporation or company, not counting shares acquired by anyone as outright subscriber on a distribution of shares to the public;
- (b)* a person or group of persons is deemed a major shareholder of a company if he or it holds, directly or indirectly, more than ten per cent of the capital stock of the company;
- (c)* the word "investment" means any investment within the meaning of section 35, any investment in a company in the form of shares, bonds or other evidences of indebtedness of the company, and any loan;
- (d)* the words "voting share" mean a share conferring an absolute or a contingent right to vote.

**39.** Every investment in contravention to section 37 is void; the directors and officers of a corporation who have made or consented to such an investment are jointly and severally liable to the corporation for any resultant loss.

## DIVISION IX

### RETURNS

**40.** At the time fixed by the regulations, every corporation shall file a detailed return with the Minister, which shall contain a description of its investments, the names and addresses of its shareholders, the number of shares they hold in the corporation, the price they paid to the cor-

à la société pour leurs actions, ainsi que les autres renseignements et documents requis par les règlements; ce rapport et les documents qui doivent l'accompagner doivent revêtir la forme prescrite par les règlements.

**41.** Une société ne peut modifier la date à laquelle se termine son année financière sans l'approbation du ministre.

## SECTION X

### LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

**42.** Une société ne peut obtenir de lettres patentes supplémentaires, ni abandonner sa charte, sans l'autorisation préalable du ministre.

**43.** Une société peut demander au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières des lettres patentes supplémentaires afin d'être régie à l'avenir par la première partie de la Loi des compagnies.

Cette demande doit avoir obtenu l'assentiment d'au moins les deux tiers des personnes présentes, représentant au moins les deux tiers des actionnaires et des actions émises de la société, à une assemblée générale et spéciale des actionnaires convoquée à cette fin.

La requête doit être accompagnée d'un règlement énonçant, le cas échéant, les nouveaux objets de la société; peuvent y être demandées toutes les modifications qui peuvent être accordées par lettres patentes supplémentaires à une compagnie régie par la première partie de la Loi des compagnies.

Le règlement doit, de plus, proposer un nouveau nom lequel ne doit comporter ni le sigle « SODEQ », ni les mots « Société de développement de l'entreprise québécoise ».

**44.** Dans les trente jours de la révocation de son certificat d'enregistrement, une société doit présenter au ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières la demande prévue à l'article 43.

À défaut par la société de se conformer aux dispositions ci-dessus, le ministre des

poration pour leurs shares, and the other information and documents required by the regulations; the return and the documents to be filed with it must be in the form prescribed by regulation.

**41.** A corporation shall not change the closing date of its fiscal year without the Minister's approval.

## DIVISION X

### SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT

**42.** A corporation shall not obtain supplementary letters patent or surrender its charter without previous authorization by the Minister.

**43.** A corporation may apply to the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions for supplementary letters patent so as to be governed thereafter by Part I of the Companies Act.

Such application must have the prior approval of a two-thirds majority of the persons representing at least two-thirds of the shareholders and of the issued shares of the corporation, attending a special general meeting of the shareholders called for that purpose.

The application shall be accompanied with a by-law setting out, where such is the case, the new objects of the corporation; any amendment that may be granted by supplementary letters patent to a company governed by Part I of the Companies Act may also be requested therein.

The by-law must also propose a new name, which shall not use the sigla "SODEQ" or the words "Corporation for the development of Québec business firms".

**44.** Within thirty days after cancellation of its registration certificate, a corporation must submit to the Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions the application referred to in section 43.

On the corporation's failure to comply with the above provisions, the Minister of

consommateurs, coopératives et institutions financières peut délivrer d'office des lettres patentes supplémentaires changeant le nom de la société et la convertissant en compagnie régie par la première partie de la Loi des compagnies.

**45.** Le ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières doit aussitôt après avoir délivré les lettres patentes supplémentaires visées aux articles 43 et 44, en donner avis dans la *Gazette officielle du Québec* suivant la formule qu'il prescrit. Sous réserve de cette publication mais à compter de la date des lettres patentes supplémentaires, la société cesse d'être régie par les dispositions de la présente loi et est soumise aux dispositions de la première partie de la Loi des compagnies.

## SECTION XI

### RÈGLEMENTS

**46.** En outre des pouvoirs de réglementation qui lui sont conférés par la présente loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour :

a) déterminer les qualités requises de toute société qui demande un certificat d'enregistrement, les conditions qu'elle doit remplir et les renseignements qu'elle doit fournir;

b) déterminer ou modifier les catégories d'investissements permis et les normes quantitatives et qualitatives applicables à chaque catégorie et, en particulier, établir ou modifier le nombre maximum d'employés et la valeur maximum des actifs d'une petite ou moyenne entreprise dans laquelle une société peut investir ses fonds;

c) déterminer la forme des rapports qu'une société doit fournir, les renseignements que doivent contenir ces rapports, l'époque à laquelle ils doivent être produits et les pénalités applicables en cas de défaut;

d) déterminer le nombre de sociétés pouvant être constituées en corporation dans chaque région du Québec et les répartir adéquatement à travers le territoire du Québec;

Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions may, *ex officio*, issue supplementary letters patent changing the name of the corporation and converting it into a company governed by Part I of the Companies Act.

**45.** The Minister of Consumer Affairs, Cooperatives and Financial Institutions, on issuing the supplementary letters patent referred to in sections 43 and 44, shall give notice thereof in the *Gazette officielle du Québec* in such form as he may prescribe. Subject to such publication, but from the date of the supplementary letters patent, the corporation shall cease to be governed by this act and become subject to Part I of the Companies Act.

## DIVISION XI

### REGULATIONS

**46.** In addition to his other regulative powers under this act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to:

(a) determine the qualifications required of any corporation applying for a registration certificate, the conditions it must fulfil and the information it must supply;

(b) determine or alter classes of allowable investments and standards governing size and characteristics applicable to each class, in particular, the maximum number of employees and the maximum value of the assets of a small or medium sized firm in which a corporation may invest;

(c) prescribe the form of the returns to be filed by a corporation, the information to be supplied in them, the time when they are to be filed and the penalties applicable in case of default;

(d) determine the number of corporations that may be established in each region of Québec and make an adequate distribution of them across the province;

e) déterminer le pourcentage maximum d'actions que peuvent détenir dans une société une personne et les personnes qui lui sont liées;

f) adopter les critères servant à déterminer si une entreprise fait partie de la catégorie des petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier;

g) adopter des tarifs de droits et honoraires payables au ministre à l'occasion de tout acte qu'il pose en vertu de la présente loi, et graduer ces tarifs suivant la nature des corporations, le montant de leur capital-actions et leurs autres caractéristiques.

**47.** Tout règlement adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu de la présente loi entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* ou à toute date ultérieure qui y est fixée.

**48.** Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

## SECTION XII

### DISPOSITIONS FINALES

**49.** Les articles suivants sont insérés après l'article 585 de la Loi sur les impôts (1972, chapitre 23):

« **585a.** Un contribuable qui a acquis d'une corporation constituée en vertu de la Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts (1976, chapitre insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 6) et dûment enregistrée aux termes de ladite loi au moment de l'acquisition, une action du capital-actions de cette corporation, peut déduire de son impôt autrement payable pour une année d'imposition en vertu de la présente partie l'excédent de l'ensemble de vingt-cinq pour cent du montant versé pour l'acquisition de chaque telle action, jusqu'à concurrence de vingt-cinq dollars par action, sur les montants effectivement déduits en vertu du présent article pour les années d'imposition antérieures.

(e) determine the maximum percentage of shares that a person and persons related to him may hold in a corporation;

(f) adopt criteria for determining whether a firm is a small or medium sized manufacturing firm;

(g) fix the fees and duties payable to the Minister on his doing anything under this act, and establish a graduated scale of fees corresponding to the various kinds of corporations, the amount of their capital stock and their other characteristics.

**47.** Every regulation made by the Lieutenant-Governor in Council under this act shall come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on any later date fixed therein.

**48.** The Minister has charge of the application of this act.

## DIVISION XII

### FINAL PROVISIONS

**49.** The following sections are inserted after section 585 of the Taxation Act (1972, chapter 23):

“**585a.** A taxpayer who has acquired from a corporation constituted under the Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act (1976, chapter insert here chapter number of Bill No. 6) and duly registered in accordance with the said act at the time of acquisition, a share of the capital stock of that corporation, may deduct from his tax otherwise payable for a taxation year under this Part, the amount by which the aggregate of twenty-five per cent of the amount paid to acquire each such share, up to twenty-five dollars per share, exceeds the amounts actually deducted under this section for previous taxation years.

« **585b.** Un contribuable qui a acquis une action du capital-actions d'une corporation constituée en vertu de la Loi concernant les sociétés pour le développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts, d'un négociant ou courtiers en valeurs qui l'avait lui-même acquise lors d'une souscription à forfait d'une émission d'actions de ladite corporation, peut déduire de son impôt autrement payable pour une année d'imposition en vertu de la présente partie, l'excédent de l'ensemble de vingt-cinq pour cent du montant versé pour l'acquisition de chaque telle action, jusqu'à concurrence de vingt-cinq dollars par action, sur les montants que ce contribuable a effectivement déduits à cet égard en vertu du présent article pour les années d'imposition antérieures.

« **585c.** Les articles 585a et 585b ne s'appliquent pas à un contribuable qui est un négociant ou courtier en valeurs. »

**50.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 874, du suivant :

« **874a.** Une corporation constituée en vertu de la Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la Loi sur les impôts (1976, chapitre *insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi no 6*) dont le certificat d'enregistrement est révoqué ou devient nul sous l'autorité de ladite loi ou qui rembourse en totalité ou en partie ou annule une action de son capital-actions doit, dans les trente jours de cette révocation ou nullité, de ce remboursement ou de cette annulation, payer au ministre du revenu une taxe égale :

a) dans le cas de la révocation ou nullité de son certificat d'enregistrement, au moindre, pour chacune des actions alors émises de son capital-actions, de vingt-cinq dollars ou de vingt-cinq pour cent du montant originairement versé à la corporation lors de l'émission de l'action;

b) dans le cas d'un remboursement total ou partiel d'une action, au moindre, pour chacune des actions ainsi remboursées de son capital-actions, de vingt-cinq dollars ou de vingt-cinq pour cent du montant du remboursement; et

“**585b.** A taxpayer who has acquired a share of the capital stock of a corporation constituted under the Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act, from a trader or broker in securities who had personally acquired it as an outright subscription for shares issued by the said corporation, may deduct from his tax otherwise payable for a taxation year under this Part, the amount by which the aggregate of twenty-five per cent of the amount paid to acquire each such share, up to twenty-five dollars per share, exceeds the amounts actually deducted by the taxpayer in that respect under this section for previous taxation years.

“**585c.** Sections 585a and 585b do not apply to a taxpayer who is a trader or broker in securities.”

**50.** The said act is amended by inserting after section 874 the following :

“**874a.** A corporation constituted under the Act respecting corporations for the development of Québec business firms and amending the Taxation Act (1976, chapter *insert here chapter number of Bill No. 6*) the registration certificate of which is cancelled or becomes null by virtue of the said act or which fully or partly repays or cancels a share of its capital stock shall, within thirty days of that cancellation, nullity or repayment, pay the Minister of Revenue a tax equal :

(a) in the case of cancellation or nullity of its registration certificate, to the lesser amount, for each share then issued of its capital stock, of twenty-five dollars and twenty-five per cent of the amount initially paid to the corporation upon the issue of the share;

(b) in the case of full or partial repayment of a share, to the lesser amount, for each share thus repaid of its capital stock, of twenty-five dollars and twenty-five per cent of the amount repaid; and

c) dans le cas de l'annulation d'une action, au moindre, pour chacune des actions ainsi annulées de son capital-actions, de vingt-cinq dollars ou de vingt-cinq pour cent du montant originellement versé à la corporation lors de l'émission de l'action. »

**51.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

(c) in the case of cancellation of a share, to the lesser amount, for each share so cancelled of its capital stock, of twenty-five dollars and twenty-five per cent of the amount initially paid to the corporation upon the issue of the share.”

**51.** This act shall come into force on the day of its sanction.